



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Li Qiang

Vouloir réduire la dépendance à la Chine, une «fausse proposition»

Le 1er ministre Li Qiang a déploré mardi les appels occidentaux à réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine, y voyant une «fausse proposition» dans un monde ...

• (Page 08)

Euro numérique

«Le cash ne disparaîtra pas»

La Commission européenne prépare un euro numérique «accessible à tous, partout et gratuitement» qui ...

• (Page 08)



Togo / Politique Nationale de la Commande Publique 2023-2033

• (Page 03)

Professionaliser le métier d'acheteur public



136ème Conseil d'Administration de la BOAD

• (Page 05)

De nouveaux engagements pour 182,32 milliards FCFA

Audiovisuel

Black Santiago Club, nouvelle série Canal+ Original

Unique série africaine présentée au festival Séries Mania 2023 et récompensée du prix ...

• (Page 02)

Développement durable

Des enseignants-chercheurs planchent sur les défis économiques à Lomé

Un colloque international sur le thème « les économies africaines face aux défis socio-économiques du 21ème siècle : quelles réponses pour ...

• (Pages 04)

Assemblée générale annuelle

Le Rwanda accueillera les travaux de l'ATI en juillet

L'Agence africaine d'assurance commerciale (ATI) tiendra sa prochaine assemblée générale annuelle (AGA) à Kigali, ...

• (Page 06)

UEMOA

Le Comité de concurrence se penche sur 3 projets de décision à Lomé

Du 19 au 23 juin 2023, s'est tenue à l'hôtel Sancta Maria de Lomé, la 28e session ...

• (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	595,500	4,125	759,250	666,500	450,000	82,000	161,750
Vente	655,957	602,500	4,185	766,250	672,500	457,000	83,750	164,500

Source : BCEAO

Audiovisuel

Black Santiago Club, nouvelle série Canal+ Original

Unique série africaine présentée au festival Séries Mania 2023 et récompensée du prix de la Meilleure Musique au festival DAKAR SERIES en mai dernier, BLACK SANTIAGO CLUB est un thriller musical de 8 épisodes de 52mn autour de l'histoire d'un club mythique de Cotonou, où se produit chaque soir le grand orchestre Black Santiago, véritable trésor de la musique béninoise et africaine.

● Wilson LAWSON

Créé en 1964 par le trompettiste Ignace De Souza et dirigé depuis une vingtaine d'années par Goby Valette, l'orchestre BLACK SANTIAGO fait partie des plus anciens ensembles de musiciens du continent africain encore en activité. Sur fond de rythmes afro-cubain et d'afrobeat, BLACK SANTIAGO CLUB promet suspense et rebondissements ! À découvrir dès le lundi 3 juillet à 20H30 sur CANAL+PREMIERE en Afrique. Première série CANAL+ORIGINAL tournée au Bénin, BLACK SANTIAGO CLUB est une production africaine ambitieuse signée Keewu Production (Mediawan Africa) avec Hiris Production au Bénin et Canal+Internationna. Pour écrire cette série avec une approche musicale inédite en Afrique, onze auteurs, huit béninois, deux sénégalais et un français, ont travaillé ensemble sur le scénario, pendant quatre années de développement. Ces derniers ont été entourés par deux consultants : Florent Mazzolini pour la musique et Florent Couao-Zotti, grand écrivain et conseiller culturel du ministre de la Culture béninois. La réalisation a quant à elle été confiée à un incroyable duo de réalisateurs : Toumani Sangaré, réalisateur et



producteur franco-malien, connu notamment pour UN DIMANCHE A BAMAKO, WARA, SAKHO et MANGANE, ou encore NOGOCHI, et Tiburce Bocovo, un jeune réalisateur béninois qui a participé à plusieurs projets de courts métrages et de séries télévisées. Véritable série chorale, BLACK SANTIAGO CLUB a réuni un casting hors norme en mettant en scène onze musiciens du Black Santiago et des talents principalement béninois qui participent pour la première fois à une telle aventure. On citera notamment Emmanuella Salimath Tolly Toffa Atinoké qui interprète le rôle principal féminin ; Alougbine Dine, le créateur de l'Ecole Internationale de Théâtre du Bénin ; ou encore Sèdo Tossou, qui après avoir fait ses premiers pas cinématographiques à Hollywood, a fondé Sèdo N'Nogni, une école de cinéma au Bénin. La série met également sous les projecteurs Ismaël Ndiaye, acteur malien qui a notamment joué

dans WULU, et Malang Sonko, un jeune talent sénégalais très prometteur déjà remarqué dans TERRANGA, une série CANAL+ ORIGINAL, également produite par Keewu Production. Des stars de la musique africaine de toutes générations viennent compléter ce casting en apportant leur empreinte musicale à la bande originale de la série tout en jouant leur propre rôle avec : Zeynab, une des plus grandes voix féminines du Bénin ; Vano, star d'aujourd'hui du rap et de la pop béninoise ; Nel Olivier, chanteur star béninois aux talking drums ; et Femi Kuti, le fils de Fela et véritable ambassadeur de l'Afrobeat à l'international. Nathalie Folloroux, Directrice des CHAINES CANAL+ de Canal+International, déclare : « Nous sommes très fiers de cette 1ère série CANAL+ORIGINAL produite et tournée au Bénin, mettant en scène un groupe de légende, plus de trente personnages charismatiques interprétés par des jeunes talents béninois, ainsi que des artistes africains d'exception. Ils ont tous pleinement contribué à la grandeur de la série à travers notamment des performances musicales uniques. BLACK SANTIAGO CLUB est donc plus qu'un orchestre, c'est une grande famille de talents panafricains. »



Image du jour



Le Premier ministre Victoire Tomegah Dogbé aux côtés des fidèles musulmans à la prière de la Tabaski ce mercredi 28 juin 2023 à Lomé.

AUX DECIDEURS...

Les villes sont au cœur de notre avenir

Selon Ian Goldin, professeur de mondialisation et de développement ; Directeur des programmes Oxford Martin sur le changement technologique et économique, « Nous vivons une époque tumultueuse. En l'espace de quelques années seulement, nous avons assisté à une montée en puissance de la politique populiste à travers le monde, à une pandémie mondiale, à un pic de catastrophes environnementales et à un effilochage des relations géopolitiques démontré par la guerre tragique en Ukraine et l'escalade des tensions à propos de Taiwan. » Tout cela s'est produit dans un contexte de changements technologiques spectaculaires qui modifient fondamentalement notre façon de travailler et nos relations les uns avec les autres.

Premièrement, ils abritent désormais plus de la moitié de la population mondiale, une part qui passera aux deux tiers d'ici 2050 . C'est quelque chose de jamais vu auparavant dans l'histoire de l'humanité, et cela signifie que les forces qui façonnent la vie dans les villes façonnent désormais également notre monde dans son ensemble.

Deuxièmement, les villes à travers l'histoire ont été les moteurs du progrès humain. Les villes sont là où des solutions sont trouvées, mais aussi là où les périls sont amplifiés lorsque nous n'agissons pas.

La concentration croissante de la richesse et du pouvoir dans les grandes métropoles urbaines intoxique notre politique. La vague de politiques populistes qui submerge de nombreux pays est souvent construite sur la colère contre les élites urbaines cosmopolites. Cela s'est exprimé à travers le Brexit en Grande-Bretagne et par le soutien aux politiciens anti-establishment aux États-Unis, en France, en Italie, en Suède et dans d'autres pays.

Un effort de transformation pour diffuser les opportunités économiques se fait attendre depuis longtemps. Mais saper les villes dynamiques n'est pas le moyen d'y parvenir. Des villes comme Londres, New York et Paris – et dans le monde en développement Mumbai, Sao Paulo, Jakarta, Shanghai, Le Caire, Johannesburg et Lagos – sont des moteurs de croissance économique et de création d'emplois sans lesquels leurs économies nationales respectives seraient paralysées.

Tous les pays ont donc un besoin urgent d'un nouvel agenda urbain, fondé sur une appréciation du pouvoir des grandes villes - lorsqu'elles sont conçues correctement - non seulement pour stimuler l'activité économique et la créativité, mais aussi pour rassembler des personnes de différents horizons, renforcer la cohésion sociale et lutter contre la solitude.

Mais notre objectif doit s'étendre au-delà du monde riche. C'est dans les pays en développement que se produit l'essentiel de la croissance des villes et de la population mondiale. Vaincre la pauvreté, atteindre les objectifs de développement durable et lutter contre le changement climatique, les pandémies et d'autres menaces exigent que nous trouvions des solutions dans les villes du monde entier.

Les pays en développement comptent désormais la plupart des citoyens du monde, grâce à des décennies de croissance urbaine spectaculaire.

Les conditions de surpeuplement coïncident avec un certain nombre d'autres tendances dans les pays pauvres, notamment la déforestation rapide, l'élevage intensif et la consommation de viande de brousse, afin d'augmenter le risque de transmission de maladies des animaux aux humains et de s'implanter dans la population.

De là, la connectivité entre les villes du monde, notamment via les aéroports, en fait un catalyseur de la diffusion mondiale de maladies mortelles. Cela signifie que les conditions de vie épouvantables dans de nombreuses villes du monde en développement ne sont pas seulement un problème humanitaire et de développement urgent, mais aussi une question de santé publique mondiale.

Des progrès considérables ont été réalisés au cours des deux derniers siècles dans la lutte contre les maladies infectieuses, mais le vent tourne contre nous. Les villes seront le principal champ de bataille du combat à venir.

Alors que des villes riches telles que Miami, Dubaï et Amsterdam sont menacées, des villes du monde en développement telles que Mumbai, Jakarta et Lagos sont encore plus vulnérables en raison du coût de développement des digues, des systèmes de drainage et d'autres mesures de protection.

En 1987, Margaret Thatcher aurait déclaré : « Il n'y a pas de société », seulement « des hommes, des femmes et des familles ». En fait, Homo sapiens est une créature sociale, et notre prospérité collective dépend de la force des liens qui nous unissent. Si nous voulons survivre à la tourmente qui nous attend, nous devons redécouvrir notre capacité à agir ensemble. Depuis leur émergence il y a cinq millénaires, les villes y ont joué un rôle central. Nous ne pouvons pas nous permettre de les laisser échouer.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Politique Nationale de la Commande Publique 2023-2033

Professionnaliser le métier d'acheteur public

Au Togo, l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) dispose désormais d'une Politique Nationale de la Commande Publique sur la période 2023-2033. Le document validé le 22 juin 2023 à Lomé, vise entre autres, la professionnalisation du métier d'acheteur public dans l'administration publique.

• Joël YANCLO

La nouvelle Politique Nationale de la Commande Publique est un document stratégique qui comporte trois grandes parties dont une analyse de la situation de la commande publique au Togo, la présentation du cadre stratégique de cette politique et le cadre de mise en œuvre et de suivi et évaluation. Selon l'ARCOP, en élaborant la Politique Nationale de la Commande Publique 2023-2033, l'objectif est de faire de la commande publique un véritable instrument de politique économique au service du développement. Il s'agira à travers cette politique de veiller à la mise en application des nouveaux textes adoptés en vue d'un changement de paradigme administratif de gestion pour aller vers une administration plus diligente et pro active dans le cadre des acquisitions publiques, la professionnalisation du métier d'acheteurs publics pour plus d'efficacité

et d'efficience et enfin à la mise en place d'un système d'achats publics électronique complet et opérationnel. La Politique Nationale de la Commande Publique 2023-2033 est déclinée en trois axes stratégiques. Il s'agit d'abord de la professionnalisation du métier d'acheteur public dans l'administration publique (Axe1). Cet axe vise à rendre la gestion de la commande publique plus efficace et efficiente à travers la mise en place d'un cadre favorable au développement de l'expertise en gestion de la commande publique. Vient ensuite la promotion et la valorisation des achats durables et locaux dans la commande publique (Axe2). Ce deuxième axe promeut le développement des entreprises nationales et locales ainsi que le développement durable à travers une référence systématique aux normes de qualité et de durabilité, un accompagnement aux artisans et entrepreneurs locaux candidats à la commande publique et le renfor-



cement de la consommation des produits locaux dans la commande publique. Enfin, l'affirmation d'une régulation efficace de la commande publique (Axe 3). Le troisième axe, dont l'effet attendu est « le système de gestion de la commande publique est fiable, transparent et crédible », permettra de renforcer la transparence dans la gestion de la commande publique.

La commande publique en bref

Généralement, la commande publique correspond à l'ensemble des contrats conclus à titre onéreux par un acheteur public ou une autorité contractante ayant une mission de service public (pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices), pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques. Les contrats peuvent prendre la forme de marchés publics (l'ensemble de la prestation

est financé par le pouvoir public) ou de concession (délégation d'une activité de service public où le gestionnaire se rémunère en partie par l'activité du service). De même, les marchés publics recouvrent plusieurs formes. On trouve les marchés publics de fournitures conclus avec des fournisseurs ayant pour objet l'achat de produits ; les marchés publics de services conclus avec des prestataires ayant pour objet la réalisation de prestations

de services ; et les marchés de travaux conclus avec des entrepreneurs ayant pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution d'un ouvrage ou de travaux de bâtiment ou de génie civil. Outre le principe de la mise en concurrence, qui garantit d'être sélectionné sur des critères objectifs et identiques pour tous, les marchés publics offrent plusieurs avantages non négligeables aux opérateurs économiques. En devenant fournisseur d'une administration d'État ou d'une collectivité territoriale, non seulement le carnet de commande s'allonge, mais l'on peut gérer sa comptabilité en planifiant ses rentrées d'argent sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Car, il y a la garantie d'être payé. Décrocher un marché public est également un moyen très sûr de faire connaître le nom de son entreprise qui devient ainsi, fournisseur d'un client reconnu, une bonne référence qui accroît la crédibilité auprès de futurs partenaires.



Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Développement durable en Afrique

Des enseignants-chercheurs planchent sur les défis économiques à Lomé

Un colloque international sur le thème « les économies africaines face aux défis socio-économiques du 21ème siècle : quelles réponses pour le développement durable » se déroule à l'Université de Lomé. Cette rencontre organisée par le Centre de Recherche en Économie Appliquée et Management des Organisations (CREAMO) de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) a démarré le 27 juin et va prend fin ce jeudi.



● Elom Nomenyo

Cette rencontre scientifique est une occasion unique pour les chercheurs, les décideurs politiques et les praticiens de la science appliquée de partager des idées, de présenter des recherches récentes et de discuter des défis et des opportunités pour le développement durable en Afrique. Plusieurs thématiques ont été abordées par d'éminents chercheurs. Entre autres financements des économies africaines : contraintes et approches de solutions, enjeux et défis liés à l'entrepreneuriat en Afrique, l'Afrique : quelles politiques pour un développement durable... « L'Afrique est le continent du 21ème siècle. L'Afrique a tout pour réussir dans ce siècle parce qu'elle dispose des ressources naturelles et humaines. Cependant, l'Afrique est confrontée à un certain nombre de défis entre

autres la forte pression démographique, le changement climatique, les chocs internes et externes qui affectent les économies africaines et retardent le décollage économique. C'est pour toutes ces raisons que nous avons organisé ce colloque pour essayer de réfléchir ensemble entre enseignants-chercheurs, décideurs afin de trouver des solutions pour faire face à ces défis et permettre à l'Afrique de jouer pleinement son rôle » a indiqué le Professeur Akilou AMADOU, directeur du CREAMO. Mme Ama Dzifa GAMETI, a fait savoir qu'il est parfaitement en phase avec la feuille de route gouvernementale Plan Togo 2025, actuellement mise en œuvre par le gouvernement et portée par le Président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE, qui veut faire du Togo, une nation moderne avec une croissance économique inclusive

et durable. Les travaux ont été officiellement lancés par la représentante du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Mme Ama Dzifa GAMETI. Elle a souligné que les défis auxquels sont confrontés l'Afrique exigent une approche holistique. Ainsi « Pour y faire face, des cadres d'échanges scientifiques entre chercheurs et décideurs sont nécessaires afin d'identifier des solutions innovantes, adaptées et endogènes », a-t-elle affirmé. Par ailleurs, avant de clore ses propos, elle a fait confiance aux différents participants qui durant les deux jours d'échange, vont développer des solutions innovantes pouvant orienter les gouvernements dans l'élaboration des politiques publiques et aussi de permettre aux pays africains de mieux faire face aux défis du 21ème siècle.



Coopération Togo-Centrafrrique

Echanges fructueux entre les deux chefs d'Etat à Lomé

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a eu des échanges ce 27 juin 2023, avec son homologue centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, en visite de travail au Togo. Les travaux ont été sanctionnés par un communiqué conjoint qui a fait ressortir les mécanismes adoptés pour la redynamisation de la coopération entre le Togo et la Centrafrique.

● Junior AREDOLA

Au cours de cette visite, les deux Chefs d'Etat ont eu des échanges approfondis sur des sujets d'ordre bilatéral, continental et international. S'agissant des questions bilatérales, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié, de fraternité et de coopération qui unissent leurs deux pays et ont réaffirmé leur volonté de les renforcer davantage dans l'intérêt commun de leur peuple. Les deux chefs d'Etat se sont engagés à renforcer les partenariats entre leurs deux pays dans les domaines économique, commercial, militaire, sécuritaire et de la formation. A cet effet, ils ont appelé à l'intensification des échanges entre le Togo et la République Centrafricaine et ont instruit leur délégation respective à l'effet de travailler à la mise en place d'un cadre juridique de coopération, notamment la création d'une commission mixte de coopération. Analysant la situation sur le continent, les deux Présidents ont réaffirmé leur engagement à œuvrer, dans le cadre de l'Union Afri-



caine, à la pleine réalisation des objectifs de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf). Au plan sécuritaire, ils ont exprimé leurs vives préoccupations face à la recrudescence des crises et situations de conflit dans certaines régions de l'Afrique. Ils ont notamment appelé de leurs vœux à la cessation définitive des combats au Soudan et à l'instauration d'une paix durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Exprimant leur préoccupation face à la persistance et à l'expansion du terrorisme, de l'extrémisme violent, de la criminalité transnationale organisée, des trafics illicites d'armes, de drogues et

d'êtres humains, les deux Présidents ont appelé au renforcement de la coopération bilatérale et régionale en vue d'une lutte efficace contre ces fléaux. Sur le plan international, les deux Présidents ont exprimé leurs vives préoccupations face aux crises économique, sécuritaire et climatique auxquelles le monde est confronté. Ils ont exhorté tous les pays à conjuguer leurs efforts en vue de surmonter ces crises à travers une coopération multilatérale renforcée et invité les pays développés à accompagner les différentes initiatives des pays en développement en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Umoa-Titres

Le Togo lance une émission simultanée de 30 milliards FCFA

Le Togo poursuit la mobilisation de fonds sur le marché des titres publics de l'Umoa pour financer son budget national, exercice 2023. Le trésor public du pays vient de lancer une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) et de Bons Assimilables du Trésor (BAT) pour emprunter 30 milliards FCFA.

L'opération sera clôturée le vendredi 30 juin 2023 et devrait permettre au pays de collecter 10 milliards FCFA auprès des investisseurs de la sous-région via les BAT d'un nominal de 1 million FCFA, émis sur la maturité de 182 jours et assortis d'un taux d'intérêt multiple. Les 20 milliards FCFA res-

tants devraient être levés au moyen des OAT, d'un nominal de 10.000 FCFA aux taux d'intérêt de 6% et 6,25%, sur les maturités respectives de 3 et 5 ans. Ces ressources recherchées par l'Etat du Togo, lui serviront à assurer la couverture des besoins de financement du budget du pays, exercice 2023, établi à 1957

milliards FCFA. Notons que suite à la dernière sortie de Lomé sur le marché des titres publics, clôturée le 16 juin et couronnée de succès, le pays totalise désormais 294 milliards FCFA d'emprunt auprès des investisseurs ouest-africains.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le 136ème Conseil d'Administration de la BOAD autorise de nouveaux engagements pour 182,32 milliards FCFA



Abidjan, le 26 juin 2023. Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni, en mode semi-présentiel, pour sa 136ème session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD.

Après avoir approuvé le procès-verbal de la 135ème réunion, tenue le 8 mai à Lomé (Togo), le Conseil a examiné l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 31 mai 2023, et la note conceptuelle relative à la structuration d'un Fonds d'études pour le financement d'études de faisabilité de projets climat dans les pays membres de l'UEMOA. La réunion a également pris acte du bilan des réalisations à mi-parcours des prévisions financières de l'exercice 2023, de la synthèse de l'évaluation de processus du Programme Spécial Sécurité Alimentaire (PSSA) et, du compte-rendu d'exécution de la première opération du Programme de titrisation de créances de la BOAD.

Par ailleurs, les administrateurs ont approuvé 11 nouvelles opérations pour un montant global de 182,32 milliards FCFA, portant à 7 835,02 milliards FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD, depuis le démarrage de ses activités opérationnelles, en 1976.

Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets, ci-après :

- **Mise en place de lignes de refinancement en faveur de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) au Mali.** Le projet a pour objet, la mise en place en faveur de la BNDA de lignes de refinancement visant à soutenir les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et développer l'électrification solaire hors réseau. **Montant de l'opération : 15 milliards FCFA**
- **Prise de participation de la BOAD au capital du Fonds d'Accélération des Infrastructures (IAF).** Les objectifs de cette prise de participation sont entre autres, de contribuer à réduire le déficit d'infrastructures et les émissions de carbone sur le continent africain tout en ayant un impact positif sur le développement dans les communautés et les pays d'intervention du Fonds. **Montant de l'opération : 6,12 milliards FCFA**
- **Développement des infrastructures agricoles et désenclavement de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé (PDIAD – BMVO) en République du Bénin.** L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées dans la vallée de l'Ouémé. **Montant de l'opération : 28 milliards FCFA**
- **Prêt à court terme en faveur de la société Ivory Cocoa Products (ICP) SA pour le financement partiel de la campagne cacao 2023-2024 en Côte d'Ivoire.** Ce concours permettra de financer l'achat et la transformation en produit semi-fini, d'environ 10 000 tonnes de fèves de cacao. **Montant de l'opération : 10 milliards FCFA**
- **Prêt à court terme en faveur de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) SA, pour le financement partiel de la campagne cotonnière 2022-2023 au Mali.** Ce concours contribuera à la transformation d'environ 526 000 tonnes de coton graine en coton fibre (220 695 tonnes) au titre de la campagne 2022-2023. **Montant de l'opération : 5 milliards FCFA**
- **Appui à la digitalisation des processus de gestion des finances publiques au**

Burkina Faso. L'objectif global du projet est de dématérialiser les procédures de gestion et les formalités administratives, de garantir la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des finances publiques. **Montant de l'opération : 19 milliards FCFA**

- **Aménagement de voies urbaines et réalisation de réseaux divers dans l'Arrondissement IV du Pôle Urbain de Diamniadio, en République du Sénégal.** Le projet permettra de désengorger la ville de Dakar et doter les populations d'un meilleur cadre de vie. Le pôle urbain de Diamniadio comprendra notamment des ministères, des organisations internationales, des centres de santé, des écoles et centres culturels. Le programme permettra de rendre la localité habitable, accessible et attractive. **Montant de l'opération : 30 milliards FCFA**

- **Prêt à court terme en faveur de la Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures (SONABHY) pour le financement partiel de ses besoins d'exploitation au titre de l'importation et la commercialisation d'hydrocarbures au Burkina Faso.** Ce concours contribuera au renforcement des ressources à court terme de la SONABHY dans le cadre de l'importation d'environ 25 000 M3 d'hydrocarbure. **Montant de l'opération : 20 milliards FCFA**

- **Développement du Centre de Recherche Médicale et Sanitaire et renforcement des infrastructures sanitaires de référence tertiaire à Niamey, au Niger.** L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations grâce à une expertise en recherche en santé et la fourniture de soins de qualité. **Montant de l'opération : 20 milliards FCFA**

- **Construction et équipement d'infrastructures scolaires au Niger.** Ce concours contribuera à l'élimination des salles de classe en paillote au Niger. Il permettra également de mettre dans de bonnes conditions d'apprentissage environ 55 200 élèves défavorisés par an, et réduire la déperdition du temps scolaire dans les établissements concernés. **Montant de l'opération : 20 milliards FCFA**

- **Construction et exploitation d'un hôtel de standing 4 Etoiles sous l'enseigne "Golden Tulip AKWABA" à Biétry Abidjan, par la Société de Patrimoine et de Gestion (SPG) AKWABA SA en Côte d'Ivoire.** Ce projet permettra de renforcer l'offre hôtelière en Côte d'Ivoire par l'installation d'une capacité additionnelle de 205 chambres sur le créneau des réceptifs classés en 4 et 5 étoiles. **Montant de l'opération : 9,2 milliards FCFA**

En clôturant les travaux, le Président Serge EKUE a remercié, au nom du Conseil d'Administration, les autorités ivoiriennes pour les moyens mis en œuvre, pour la tenue de cette session, dans les meilleures conditions.



Assemblée générale annuelle**Le Rwanda accueillera les travaux de l'ATI en juillet**

L'Agence africaine d'assurance commerciale (ATI) tiendra sa prochaine assemblée générale annuelle (AGA) à Kigali, au Rwanda - a annoncé mardi l'assureur multilatéral panafricain du commerce et des investissements.

● **Joël YANCLO**

L'événement devrait avoir lieu du 5 au 7 juillet 2023 et devrait comprendre la 23ème Assemblée générale ordinaire des actionnaires (AGA) et une table ronde des investisseurs. La table ronde discutera des risques liés au commerce et à l'investissement en Afrique sous le thème « Repenser le risque », avec en toile de fond les retombées économiques du continent liées au fléau du Covid-19, les conséquences négatives de la guerre Russie – Ukraine et le changement climatique. « Plusieurs pays sont sortis de ces vents contraires avec un endettement énorme, les exposant à un risque de surendettement. Par conséquent, certains souverains ont fait défaut tandis que d'autres ont du mal à assurer le service de leur dette et se rapprochent du défaut. De toute évidence, des solutions plus rapides et innovantes sont nécessaires pour gérer durablement le problème de la dette de l'Afrique. Il y a aussi la question du changement climatique qui continue d'avoir un impact négatif sur de nombreuses économies africaines. L'Afrique doit trouver un juste équilibre entre ses besoins de développement immédiats et l'atténuation du changement climatique », a déclaré le directeur



recteur général d'ATI, Manuel Moses. "Nous espérons donc que les discussions de la table ronde permettront de trouver des solutions tangibles à ces défis et une voie à suivre", a-t-il ajouté.

Changement de marque

Au cours de l'événement, ATI devrait également dévoiler sa nouvelle identité de marque alors que l'organisation se positionne pour jouer un rôle majeur dans le développement du continent. « Nous pensons que la nouvelle marque s'adaptera mieux à la stature croissante d'ATI en tant que plus grand fournisseur d'investissement et d'assurance-crédit commercial sur le continent dans le but ultime d'accélérer son impact sur le développement de l'Afrique », a déclaré M. Moses. Les ministres des Finances d'au moins 21 pays membres, les actionnaires

institutionnels, les investisseurs régionaux et internationaux, les assureurs, les financiers et d'autres entités gouvernementales et non gouvernementales sont attendus. Le président de l'AGA de l'ATI et ministre rwandais des Finances et de la Planification économique, le Dr Uzziel Ndagijimana, a félicité l'ATI d'avoir choisi le pays pour accueillir sa 23e AGA, et a noté que le gouvernement rwandais était satisfait du soutien de l'ATI aux pays membres. « Le Rwanda est heureux d'être l'hôte de l'assemblée générale annuelle de l'ATI et je souhaite la bienvenue à nos invités », a déclaré le Dr Ndagijimana. Le Rwanda est l'un des sept pays qui ont créé l'ATI en 2001, aux côtés du Kenya, du Burundi, du Malawi, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie ; et a été un membre actif au fil des ans.

Financement des MPME**Bank of Africa obtient un prêt de 50 millions d'euros de la BERD**

En examen depuis mai, le projet d'octroi d'un prêt libellé en euros à la Bank of Africa a finalement été approuvé. La facilité de crédit soutiendra l'activité de prêts de la banque à des micro, petites et moyennes entreprises locales.

Bank of Africa, la troisième plus grande banque du Maroc en termes d'actifs et de prêts à la fin de l'année 2022, a annoncé mardi 27 juin la signature d'une ligne de crédit de 50 millions d'euros (54,7 millions \$) avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le prêt sera rétrocédé à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) clientes de la banque au Maroc. Une partie de ce financement sera affectée à des sociétés opérant dans les zones de Tanger et Kénitra ainsi que dans d'autres localités mal desservies par les financements bancaires. A travers cette opération, la BERD affirme soutenir l'un de ses principaux partenaires au Maroc, en atténuant l'impact



de l'environnement économique mondiale sur son activité de prêts aux MPME. Ces MPME, qui représentent « l'essentiel du tissu productif marocain » selon Brahim Benjelloun-Touimi, directeur général délégué de Bank of Africa, continuent d'être financées par le groupe marocain de services financiers. Au 31 décembre 2022, l'encours de crédits de Bank of Africa a progressé de 12,2 %, dépassant les 5 milliards d'euros. La clientèle des PME a obtenu 11,5 % des encours

de crédits du groupe Bank of Africa en 2022. Au-delà de ce prêt, Bank of Africa a également bénéficié d'une augmentation de financements accordés par la BERD dans le cadre de son programme de facilitation des échanges. Ces fonds sont passés de 150 à 175 millions \$. Rappelons que ce financement de 50 millions d'euros octroyé à la BOA Maroc était en examen auprès de la BERD depuis mai dernier.

Agence Ecofin

Côte d'Ivoire**La station d'épuration de Koumassi réhabilitée face aux inondations**

À Koumassi Digue comme dans plusieurs communes du district d'Abidjan, les eaux usées sont l'une des causes des inondations. Pour prévenir ce phénomène, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a remis en service le 16 juin 2023 la station de prétraitement des eaux usées de Koumassi Digue, réhabilitée.

Après plus de cinq ans de travaux de réhabilitation, l'usine de prétraitement des eaux usées de Koumassi Digue est remise en service. La station d'épuration située à 17,5 km du district d'Abidjan en Côte d'Ivoire a été réceptionnée le 16 juin 2023, et relancée par le ministre ivoirien de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, Bouaké Fofana. L'installation affiche une capacité de 78 000 m3 par jour, soit trois fois plus qu'avant sa rénovation. La station assure le traitement primaire des effluents issus du réseau d'Abobo à Port-Bouët en passant par Koumassi. Ce traitement consiste à débarrasser les eaux usées des matières solides (sacs plastiques, papiers, bois, etc.), puis du sable et des matières lourdes, et des substances légères comme les huiles, l'essence et diverses graisses.

Le financement de l'Agence française de développement**Accès à l'énergie en Afrique****Bboxx dévoile une nouvelle gamme de systèmes solaires domestiques**

Bboxx, la super plateforme axée sur les données, a annoncé le lancement de sa nouvelle gamme de quatre systèmes solaires domestiques conçus pour saisir l'opportunité des nouvelles avancées technologiques pour fournir un accès universel à l'énergie en Afrique.

● **Nicole ESSO**

La nouvelle gamme compatible GPS et IoT est conçue pour poursuivre la mission de Bboxx de transformer des vies et de libérer le potentiel en apportant des solutions énergétiques innovantes aux communautés mal desservies du monde entier. Bboxx a déjà un impact positif sur la vie de 3,5 millions de personnes grâce à l'énergie propre dans 10 marchés africains, dont le Nigeria, le Togo et le Rwanda, où il fournit un accès à l'énergie à 10 % des ménages du pays. Les nouveaux systèmes solaires domestiques de Bboxx ont été développés pour les ménages et les petites entreprises qui ont besoin d'une solution fiable pour divers besoins énergétiques. Qu'il s'agisse de fournir suffisamment d'énergie pour prendre en charge des éclairages qui changent la vie, des appareils de refroidissement, de grands téléviseurs et radios pour les communautés en



Ce procédé est nécessaire pour protéger le relèvement des eaux brutes, les conduites contre les obstructions et les autres appareils de traitement contre l'abrasion (action d'user par frottement, Ndlr). Ainsi, grâce à la réhabilitation de la station de Koumassi Digue, les canalisations de drainage devraient être moins obstruées réduisant les risques d'inondations en saison de pluies. Pour mémoire, Koumassi Digue fait partie des sept principales communes abidjanaises régulièrement frappées par les inondations. Les six autres étant Cocody, Adjamé, Attécoubé, Abobo, Bingerville et Marcor. La station de prétraitement qui est réhabilitée

pour la deuxième fois après les travaux de 2010, permettra également de réduire la pollution des plans d'eau par les eaux usées à Abidjan. Ces effluents sont générés par quelque 900 000 habitants du district ivoirien. Le projet d'assainissement de Koumassi Digue, mis en œuvre dans le cadre du Programme prioritaire d'assainissement et de drainage a nécessité un investissement de 30 milliards de francs CFA, environ 46 millions d'euros. L'État ivoirien a bénéficié du soutien financier de l'Agence française de développement (AFD), comptant pour la phase 2 du Contrat de désendettement et de développement (C2D).

Avec Afriuk21

Afrique ou de soutenir les petites entreprises dans les zones urbaines avec des réseaux faibles, la nouvelle gamme bPower80-240 de Bboxx peut répondre à un plus large éventail de besoins énergétiques que jamais auparavant. Les quatre nouveaux systèmes modulaires offrent une expérience client améliorée grâce à un écran interactif, permettant aux clients de vérifier le crédit restant, et disposent de batteries au lithium de pointe et d'une protection anti-effraction améliorée. Les modèles sont connectés à Bboxx Pulse®, le système d'exploitation entièrement intégré de l'entreprise qui pilote la super plateforme basée sur les données, permettant des plans de paiement flexibles qui s'adaptent aux revenus des clients. Bboxx Pulse traite chaque jour des milliards de points de données à partir de ces appareils pour offrir une expérience supérieure au client. Mansoor Hamayun, co-fondateur et PDG de Bboxx, a déclaré : « Notre mission chez Bboxx

va au-delà de la fourniture de produits énergétiques innovants ; nous nous engageons fondamentalement à mettre fin à la pauvreté énergétique mondiale. Notre nouvelle gamme de produits, avec son prix et sa fonctionnalité accrus, permet nous pour étendre notre portée et servir plus de familles et de petites entreprises. "Nous comprenons que l'énergie ne consiste pas seulement à alimenter des appareils ; il s'agit de transformer des vies et de renforcer les économies. En fournissant ces solutions, nous participons activement à l'effort mondial visant à améliorer les communautés qui ont longtemps été mal desservies. "Notre ambition d'atteindre l'accès universel à l'énergie s'incarne dans chaque produit que nous lançons, et avec chaque offre, nous nous rapprochons d'une énergie propre et fiable accessible à tous. Notre gamme de produits de classe mondiale, que nous lançons aujourd'hui, transformera bien d'autres vies dans les années à venir."

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

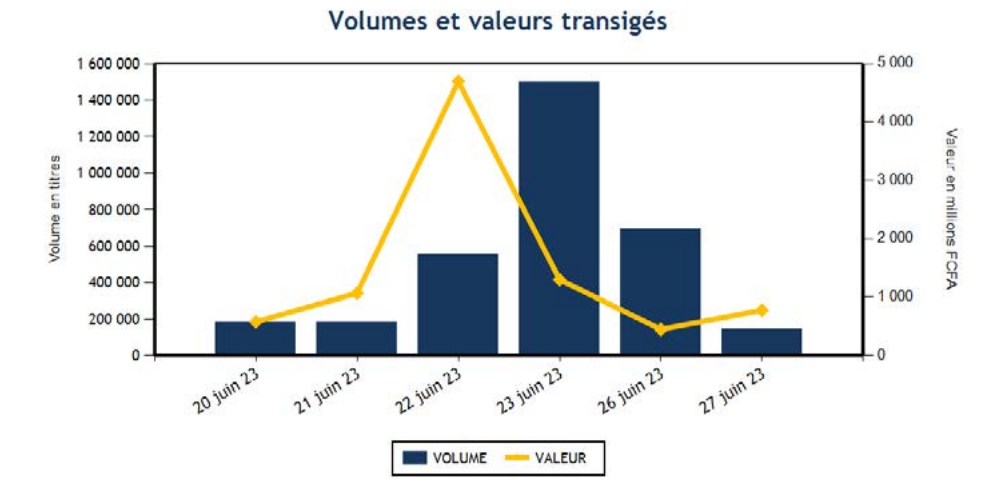
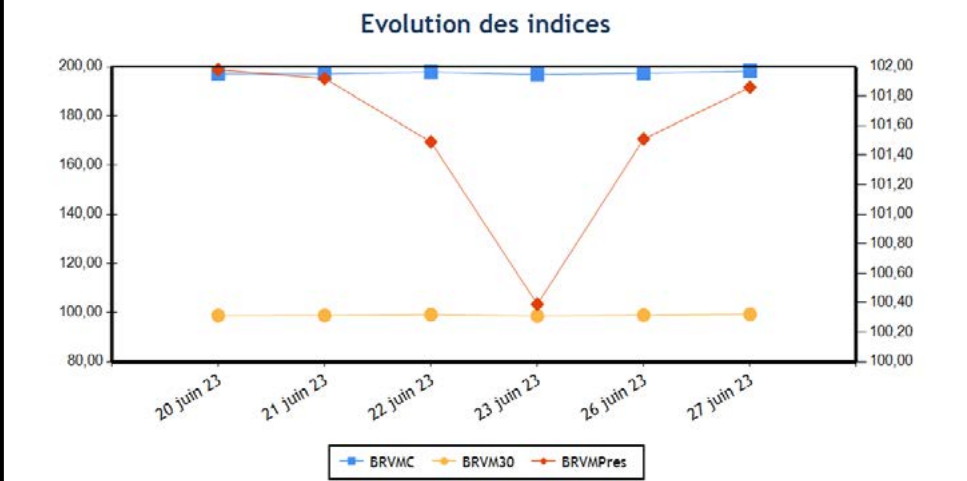
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 27 juin 2023

N° 121

BRVM COMPOSITE 198,20 Variation Jour0,38 % Variation annuelle-2,47 %	BRVM 30 99,36 Variation Jour0,37 % Variation annuelle-0,64 %	BRVM PRESTIGE 101,86 Variation Jour0,34 % Variation annuelle1,86 %
--	--	--



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 373 378 506 696	0,38 %
Volume échangé (Actions & Droits)	93 837	-86,22 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	387 846 580	12,71 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	0,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-28,57 %
Nombre de titres inchangés	14	40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 475	7,27 %	13,90 %
BICI CI (BICC)	6 985	4,25 %	1,97 %
CIE CI (CIEC)	2 100	2,69 %	5,53 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 940	2,50 %	-0,17 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 850	2,15 %	16,33 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,86	0,34 %	1,86 %	52 741	167 620 300	6,16
BRVM-PRINCIPAL	36	94,55	0,33 %	-5,45 %	41 096	220 226 280	11,58

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	96,84	-0,19 %	-7,08 %	4 126	10 485 895	28,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	471,92	0,34 %	-3,53 %	26 004	191 632 505	8,80
BRVM - FINANCES	15	77,55	0,64 %	2,70 %	33 395	48 047 200	6,15
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	-0,36 %	-3,49 %	72	97 090	5,25
BRVM - AGRICULTURE	5	227,67	-0,04 %	-19,71 %	22 808	127 970 200	4,55
BRVM - DISTRIBUTION	7	358,92	0,45 %	0,11 %	7 332	9 518 690	12,71
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 172,19	0,00 %	0,00 %	100	95 000	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,08
Taux de rendement moyen du marché	8,03
Taux de rentabilité moyen du marché	9,37
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	124
Volume moyen annuel par séance	540 225,00
Valeur moyenne annuelle par séance	952 508 556,98

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 170 687 983 387	1,65 %
Volume échangé	50 135	372,39 %
Valeur transigée (FCFA)	391 372 000	271,43 %
Nombre de titres transigés	2	-71,43 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	745	-2,61 %	-3,25 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	585	-2,50 %	-13,33 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	770	-1,91 %	2,67 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 700	-0,74 %	-15,63 %
NESTLE CI (NTLC)	7 640	-0,71 %	-7,34 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,90
Ratio moyen de satisfaction	26,46
Ratio moyen de tendance	678,93
Ratio moyen de couverture	14,73
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	5,12
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Li Qiang

Vouloir réduire la dépendance à la Chine, une «fausse proposition»

Le 1er ministre Li Qiang a déploré mardi les appels occidentaux à réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine, y voyant une «fausse proposition» dans un monde aux économies entremêlées.

La Commission européenne a dévoilé la semaine dernière sa stratégie pour répondre de façon plus ferme aux risques pesant sur sa sécurité économique, avec notamment la Chine en ligne de mire. L'Allemagne, où Li Qiang était récemment en visite officielle, a affirmé vouloir diversifier ses partenaires pour «réduire les risques» liés à sa grande dépendance à la Chine. D'autres pays occidentaux ont également adopté des positions similaires. «En Occident, certaines personnes montent en épingle le principe selon lequel il faudrait réduire la dépendance, éradiquer les risques», a déclaré le Premier ministre chinois lors de l'ouverture du Forum économique mondial à Tianjin (nord de la Chine).



«Ces deux concepts, c'est une fausse proposition, car avec le développement de la mondialisation économique, l'économie mondiale est devenue une communauté ou tout le monde est entremêlé», a-t-il souligné, prononçant le mot de «coopération» à d'innombrables reprises. «Les économies des pays sont imbriquées, interdépendantes, prospèrent mutuellement et

se développent ensemble. C'est fondamentalement une bonne chose, pas une mauvaise chose!» Cette édition du Forum économique mondial, connue familièrement sous le nom de «Davos d'été», est la première organisée en Chine depuis 2019 en raison de la pandémie de Covid. Elle durera jusqu'à jeudi.

(AFP)

Désinformation

Elon Musk assure que Twitter «respectera la loi» européenne

L'UE lancera, le 25 août prochain, une loi qui doit notamment imposer aux plateformes d'agir «promptement» pour retirer tout contenu illicite.



Twitter «respectera la loi» européenne destinée à lutter contre la désinformation et la haine en ligne, a assuré le patron controversé du réseau social, Elon Musk, dans un entretien diffusé lundi soir sur la chaîne française France 2. «Twitter obéira à la loi. Si une loi est promulguée, je me répète, Twitter s'engage à la respecter», a martelé le milliardaire en réponse à une question sur la nouvelle législation de l'UE sur les services numériques (DSA), lors d'un entretien enregistré vendredi en marge du salon VivaTech, à Paris.

Lourdes amendes

Le DSA (Digital Services Act), qui entrera en vigueur le 25 août, doit notamment imposer aux plateformes d'agir «promptement» pour retirer tout contenu illicite et prévoit des amendes pou-

vant aller jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaires mondial. Fin mai, Elon Musk a fait sortir Twitter du code de bonnes pratiques de l'UE sur la désinformation, une série d'engagements volontaires lancée en 2018. La vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourova, a ensuite déploré que Twitter ait choisi «la confrontation», tandis que le ministre français du Numérique, Jean-Noël Barrot, a menacé de «bannir» le réseau social. «On ne va pas être plus royaliste que le roi» et dépasser «les dispositions légales» en matière de censure et de liberté d'expression, a tempéré le patron de Tesla et Space X, invoquant la difficulté de placer le «curseur sur ce qui est bon ou mauvais, acceptable» ou non. «En revanche, si une loi est promulguée, parce que la loi dans une démocratie représente la volonté du peuple (...) il faut la

respecter».

«Diminution» des discours haineux

Interrogé sur les licenciements massifs parmi les équipes de Twitter depuis son rachat à l'automne, Elon Musk assure: «Nous n'avons pas réduit l'activité de modération à proprement parler. La modération est réalisée par à peu près 4000 collaborateurs (...) et le travail est resté à peu près le même», évoquant même une «diminution» des discours haineux, contredite par certaines études. «Presque tous les annonceurs sont revenus ou ont dit qu'ils reviendraient», après avoir quitté la plateforme depuis son rachat, a-t-il en outre affirmé, déclarant que «l'essentiel», pour son entreprise, était de ne «pas avoir de pertes» financières.

(AFP)

Euro numérique

«Le cash ne disparaîtra pas»

La Commission européenne prépare un euro numérique «accessible à tous, partout et gratuitement» qui suscite fantasmes complotistes et hostilité des banques.

La Commission européenne a présenté mercredi un cadre législatif pour le futur euro numérique, version dématérialisée de la monnaie unique. La devise électronique ne sera qu'une option de paiement, en complément des espèces. Stockée sur une carte ou un téléphone mobile, elle permettra des paiements en ligne, mais aussi des paiements sans aucune connexion Internet qui préserveront autant l'anonymat que des pièces et billets. «Le cash ne disparaîtra pas», a assuré le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni. L'euro numérique sera «accessible à tous, partout et gratuitement» dans les 20 pays ayant adopté la monnaie unique, a expliqué le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis. Il fournira «une alternative publique» aux moyens de paiements privés, largement dominés par les américains Visa et MasterCard. «Plus de cent banques centrales à travers le monde travaillent actuellement à l'introduction d'une version numérique de leur monnaie, l'Europe ne peut pas rester à la traîne», a-t-il ajouté. La Chine teste déjà à grande échelle le yuan numérique. L'institution de Francfort a lancé en juillet 2021 une phase d'étude pour fournir ses pièces et billets sous forme électronique, à partir de 2027 ou 2028. Elle a annoncé mercredi qu'elle déciderait «à l'automne» de la suite à donner au projet,



saluant le texte de la Commission qui en fixera le cadre juridique, une fois approuvé par les eurodéputés et les 27 États membres.

Promesse d'un service «universel»

L'euro numérique suscite avant tout des inquiétudes alimentées par des campagnes de désinformation. Des internautes affirment sur les réseaux sociaux qu'il viserait à supprimer l'argent liquide pour permettre une surveillance généralisée des citoyens, à travers le contrôle de leurs achats et transactions financières. Qu'apportera-t-il alors que l'argent dématérialisé est déjà couramment utilisé depuis des décennies à travers une multitude de services financiers comme les cartes de crédit et plus récemment des applications mobiles de paiement? «Pour l'instant, l'euro numérique semble être une solution qui cherche un problème» à résoudre, ironise l'eurodéputé allemand Markus Ferber. La Commission et la Banque centrale européenne (BCE)

«doivent encore expliquer de manière convaincante pourquoi nous en avons besoin». «Il ne s'agit pas d'un projet 'Big Brother'», a affirmé la commissaire aux Services financiers, Mairead McGuinness, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. «Avec l'euro numérique, la confidentialité des données sera la même que pour les moyens de paiement numériques déjà existants. Avec les paiements en ligne, elle sera même plus élevée». La devise électronique aura cours légal dans l'ensemble de la zone euro. Mais les très petites entreprises et certaines associations à but non lucratif pourront refuser de le recevoir en paiement, tout comme les particuliers dans le cadre de leurs transactions personnelles, selon le projet de réglementation. Service universel et gratuit, l'euro numérique pourrait faciliter la vie des quatre millions d'Européens actuellement privés de compte en banque, alors que le paiement en ligne devient un besoin fondamental.

(AFP)

Parrainage sportif

Fin du partenariat entre le Bayern et Qatar Airways

Sous la pression de ses supporters, le prestigieux club allemand de football a mis fin «à l'amiable» à une collaboration de cinq ans avec la compagnie aérienne.

Le Bayern Munich a annoncé mercredi avoir mis fin d'un commun accord à son partenariat commercial avec la compagnie aérienne Qatar Airways, controversé de longue date en raison des accusations de violation des droits humains dans ce pays du Golfe. «Le contrat entre le FC Bayern et Qatar Airways se termine à l'amiable, après cinq années passionnantes ensemble», selon un communiqué des deux parties publié sur le site Internet du champion d'Allemagne. «Le Bayern de Munich et Qatar Airways ont travaillé ensemble avec succès et ont appris l'un de l'autre», a commenté le président du directoire du Bayern, Jan-Christian Dreesen. Le patron



de la compagnie aérienne Akbar Al-Baker a de son côté souhaité «ses meilleurs vœux pour l'avenir de l'équipe».

Pression des supporters

L'ancien président du directoire du Bayern Munich, Oliver Kahn, limogé fin mai après une saison décevante du club, avait déjà prévenu il y a plusieurs mois vouloir réévaluer le partenariat avec ce sponsor. Le club bavarois

a notamment fait l'objet de critiques grandissantes en Allemagne, avant le Mondial au Qatar fin 2022, alors que Doha était pointé du doigt pour des accusations de violations de droits humains. En 2021, des supporters du club avaient perturbé une assemblée générale du club, réclamant haut et fort la fin de la collaboration avec la compagnie.

(AFP)



INVESTIR EN ZONE UEMOA

EMETTEUR	MALI	CÔTE D'IVOIRE	TOGO
Date	26/06/2023	27/06/2023	30/06/2023
Instrument	BAT 364J - OAT 3A - OAT 5A	BAT 182J - BAT 364J - OAT 3A	BAT 182J - OAT 3A - OAT 5A
Montant (en Mds de FCFA)	70	115	30
Taux d'intérêt	Multiples - 6,00% - 6,25%	Multiples - Multiples - 5,50%	Multiples - 6,00% - 6,25%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Dame Chance vous sourira ce jour. Il s'agira probablement mais pas nécessairement d'une bonne rentrée d'argent ; ce pourra être quelque chose d'autre d'également très agréable. Profitez-en à fond en vous disant que cela ne peut arriver tous les jours. "Il faut gouverner la Fortune comme la santé : en jouir quand elle est bonne, prendre patience quand elle est mauvaise" (La Rochefoucauld).

Taureau Avec cet aspect de Neptune, vous serez soutenu par un fort courant de chance touchant le plan financier. Evidemment, il ne s'agira pas de vous livrer à n'importe quel achat, ni de prendre trop de risques concernant vos placements. Mais si vous restez relativement raisonnable, vous pourriez réussir des opérations très fructueuses.

Gémeaux L'ambiance planétaire générale laisse craindre des déceptions en affaires, peut-être un vol ou une perte d'argent, voire une escroquerie. Si vous prêtez de l'argent, ne pensez pas pouvoir le récupérer un jour !

Cancer Si vous envisagez depuis un certain temps d'effectuer des transactions de grande envergure ou de modifier le mode de gestion de vos ressources matérielles, ce sera le moment de vous lancer. Grâce à l'appui de Pluton, vous saurez faire les bons choix et éviter les écueils.

Lion Vous ferez bien de surveiller de près l'état de vos finances. Ou bien les ennuis commenceront, beaucoup plus tôt que vous ne croyez. Une prime quelconque pourrait arriver comme une bénédiction du Ciel !

Vierge Vie matérielle protégée et sans problème particulier. Vous serez favorisé dans vos transactions diverses, vos spéculations boursières et vos initiatives immobilières. Seuls les natifs du deuxième décane devront se montrer plus circonspects et avisés dans leurs placements et tout effectuer dans la parfaite légalité ; ils devront se méfier des beaux parleurs, des démarcheurs au bagou irrésistible, et aussi éviter de signer contrats ou engagements à long terme.

Balance Tout ne sera pas rose sur le plan financier. Vous aurez probablement de sérieux problèmes de trésorerie parce que vous avez manqué de rigueur dans la gestion de votre budget. Concernant vos spéculations, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets restent intelligents et raisonnables. En attendant, évitez absolument de laisser l'argent filer entre vos doigts.

Scorpion Vous envisagez de changer de résidence ? Une affaire immobilière intéressante devrait se présenter aujourd'hui. Ne laissez pas cette occasion vous passer sous le nez.

Sagittaire Lundi 26 Juin 2023
Trois astres, tous gentils, devraient vous permettre de réaliser de bonnes opérations financières. Ce puissant cocktail planétaire devrait vous aider à améliorer vos revenus. Il est possible que l'on vous fasse une proposition très intéressante ; n'hésitez pas à l'accepter. Pensez aussi à réorganiser vos placements ; ils pourront vous rapporter plus. Et puis, pour une fois, tentez le sort aux jeux.

Capricorne Saturne, planète de restriction, sera mal aspecté. Attention, donc, aux oublis dans vos comptes, ainsi qu'à une fausse appréciation de votre situation, qui vous amènerait à prendre trop de risques sur le plan financier.

Verseau Sur le plan financier, certaines situations se débloqueront comme par enchantement. Vous pourrez tenter avec succès un coup habile. Mais, quelle que soit votre chance, soyez circonspect dans vos dépenses.

Poissons Vous ressentirez une fringale de dépenses. Vous voudrez tout : changer de look, transformer de fond en comble la décoration de votre intérieur, acquérir une nouvelle voiture... Et la liste n'est nullement limitative ! Achetez ce que vous voulez, mais rien à crédit, sinon vous connaîtrez bientôt de sérieuses difficultés qui assombriront vos jours.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



AMF-UMOA
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS DE
L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

Section I - Appel d'Offres pour la sélection d'un maître d'œuvre

AO- N° 07-2023/AMF-UMOA du 19 JUIN 2023

1. Cet Appel d'Offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), publié sur le site internet www.amf-umoa.org le 09/01/2023.

2. L'AMF-UMOA, dans le cadre de l'exécution de son budget d'investissement, a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre des prestations de maîtrise d'œuvre.

3. L'AMF-UMOA souhaite s'attacher les services d'un maître d'œuvre régulièrement inscrit à l'ordre des architectes de la République de Côte d'Ivoire, pour divers aménagements de son siège.

4. L'AMF-UMOA sollicite à cet effet, des propositions sous pli fermé, de la part des candidats répondant aux qualifications requises.

5. Les prestations attendues du maître d'œuvre sont :

- la définition des spécifications techniques y compris les dimensions pour l'ameublement, la décoration, l'éclairage et l'insonorisation intérieure des salles de Conférence de l'AMF-UMOA, des bureaux du Secrétaire Général et du Président ;
- la description technique, l'avant-projet sommaire et le plan d'aménagement des toilettes des bâtiments A, B et C de l'AMF-UMOA ;
- la description technique, l'avant-projet sommaire des travaux de changement du dôme central du bâtiment A du siège de l'AMF-UMOA ;
- la description technique, l'avant-projet sommaire des reprises des travaux d'étanchéité de l'AMF-UMOA ;
- la description technique, l'avant-projet sommaire de l'aménagement du hall de l'entrée principale de l'AMF-UMOA ;
- l'évaluation technique et financière avec le devis confidentiel des travaux d'aménagement prévus ;
- l'assistance à l'AMF-UMOA pour la sélection des prestataires qualifiés ;
- le suivi et la réception des travaux d'aménagement.

Les acquisitions y relatives, feront l'objet d'une consultation restreinte ou d'un appel d'offres ouvert, selon le montant prévisionnel de chaque marché.

Une visite de site sera organisée les 12 7 JUIN 2023 et 11 JUL 2023 au siège de l'AMF-UMOA sis au plateau, rue des banques immeuble blanc en face de la BHCI. à 10 heures.

6. Les exigences en matière de qualification et les critères de sélection sont :

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires en architecture avec une maîtrise des logiciels de conception architecturale et de calculs (05 points);
- être inscrit à l'ordre des architectes de la Côte d'Ivoire (à justifier) (10 points) ;
- disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en maîtrise d'œuvre, dans la conception et la réalisation de plans architecturaux avec des références vérifiables, mettre en évidence le personnel clé (dessinateur, designer, ingénieur civil et ingénieur en construction) (50 points) ;
- justifier d'au moins cinq (05) ans d'expériences professionnelles en aménagement intérieur de bâtiment de type R+3 en milieu urbain (35 points).

- Seules les propositions financières des candidats ayant obtenu au moins la note technique de 70/100 seront examinées selon la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût.

- La proposition financière la moins disante (PF) reçoit un score financier maximum (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres propositions financières seront calculées suivant la formule : $Sf = 100 \times \frac{PF}{F}$, F étant le montant financier de la proposition dont on cherche la note.

Les propositions techniques et financières seront pondérées et classées à l'aide de la formule suivante : $N = 0,80 \times ST + 0,20 \times SF$.

Le Candidat ayant la moyenne combinée la plus élevée sera retenu comme maître d'œuvre conseil de l'AMF-UMOA pour un contrat à clientèle d'une période d'un (01) an renouvelable deux fois après évaluation préalable des prestations.

7. Les propositions, dans des enveloppes séparées fermées, le tout dans une enveloppe portant l'objet de l'Appel d'Offres, devront contenir :

Proposition technique :

- une lettre de soumission dûment cachetée et signée ;
- les exigences en matière de qualification du candidat ;

Proposition Financière

Une proposition financière forfaitaire pour l'ensemble des projets.

NB : Le sous-détail de la proposition financière est obligatoire pour la négociation le cas échéant, de la prestation.

La proposition financière doit être dans une enveloppe séparée et fermée portant la mention « Proposition financière + l'identité du candidat » et doit être relative à l'ensemble des projets.

8. Les candidats éligibles, qualifiés et intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès de la Direction de l'Administration, des Finances et des Moyens Généraux du Secrétariat Général de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), 01 BPM 1878 ABIDJAN 01 COTE D'IVOIRE - Avenue Joseph ANOMA (Rue des Banques en face de la BHCI du PLATEAU), Tél: (+225) 27 20 27 58 46 / 27 20 31 56 20, e-mail : AppelsOffres@amf-umoa.org.

9. Le présent Appel d'Offres (AO) est librement téléchargeable sur le site web de l'AMF-UMOA : www.amf-umoa.org, (rubrique Appel d'Offres).

10. Le soumissionnaire remettra un original des documents constitutifs de la proposition, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL » et une (01) copie en mentionnant clairement « COPIE », l'ensemble numérisé sur une clé USB.

11. Les propositions devront être déposées à l'accueil du Secrétariat Général de l'AMF-UMOA, au plus tard le 20 JUIN 2023 à 10 heures, heure locale. Les offres remises avec un retard de plus de 15 minutes seront rejetées.

12. Les plis contenant les offres, seront ouverts en présence des soumissionnaires qui le souhaitent au siège de l'AMF-UMOA, sis à l'Avenue Joseph ANOMA (Rue des Banques en face de la BHCI du PLATEAU) à 11 heures, heure locale.

Le Secrétaire Général

Ripert BOSSOUKPE

UEMOA

Le Comité de concurrence se penche sur 3 projets de décision à Lomé

Du 19 au 23 juin 2023, s'est tenue à l'hôtel Sancta Maria de Lomé, la 28e session ordinaire du Comité consultatif de la concurrence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

● Nicole ESSO

Les réflexions ont été axées sur le projet de décision relative à la plainte du Groupe E-MEDIA INVEST pour des pratiques anticoncurrentielles dans le cadre de l'attribution des droits de retransmission de la coupe du monde FIFA, Qatar 2022, en Afrique francophone subsaharienne ; le rapport d'enquête de concurrence dans le secteur de la monnaie mobile en Côte d'Ivoire ainsi que le rapport préliminaire d'enquête de concurrence dans le secteur de la distribution des produits pharmaceutiques de spécialité au Burkina Faso. La session de Lomé a permis aux membres du Comité de consulter les différentes pièces des affaires (contentieuses et non contentieuses) soumises à leur examen dans le respect de la confidentialité requise, d'émettre un avis motivé sur les affaires examinées à l'attention de la Commission, de débattre des questions d'intérêt communautaire en matière de concurrence, et d'assurer la participation des Etats membres dans le processus de décision de même que la transparence dans les procédures d'enquête et de décision. Présidant la cérémonie d'ouverture, Franck Koffi MENSAH, Directeur de Cabinet du Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, a insisté sur la volonté des Chefs d'Etat de l'Union à œuvrer efficacement pour la mise en œuvre de la politique et du droit de la concurrence communautaire. « Je voudrais partager avec vous la conviction que l'application effective et rigoureuse



de la politique et du droit de la concurrence est une des conditions essentielles à la mise en place du marché commun de l'Union et à la croissance des économies de nos Etats membres. L'institution dont vous êtes membres est une structure du dispositif institutionnel de la concurrence de l'Union chargée d'examiner et de donner son avis sur les plaintes dont la Commission est saisie avant toute décision. A cet effet, vous avez une grande responsabilité. Le Comité Consultatif a montré déjà sa pleine capacité d'analyse dans le processus décisionnel à l'occasion de l'examen de précédentes affaires. » a-t-il souligné. Le Commissaire chargé du Département du marché régional et de la coopération, Professeur Filiga Michel SAWADOGO, a indiqué que « Le renforcement de la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres, dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel ainsi que d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé, constitue l'un des objectifs du Traité de l'UEMOA. A cet effet, l'Union œuvre à la promotion de règles communes de concurrence applicables aux entreprises privées et publiques ainsi

qu'aux aides publiques. » « Ces règles de la libre concurrence retiendront l'attention en raison, notamment, de la place capitale qu'elles occupent dans le schéma d'intégration mis en chantier par l'UEMOA et du grand intérêt qu'elles revêtent dans un contexte de mondialisation et de libéralisation où la survie des acteurs économiques est tributaire, pour une grande part, à leur capacité à résister à la concurrence. », a-t-il martelé. Il faut rappeler que la vision stratégique globale de l'Union est de créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée et à se conformer aux principes d'une économie de marché ouverte, concurrentielle et favorisant l'allocation optimale des ressources, un espace au sein duquel les personnes mènent leurs activités commerciales et vivent en paix sous un régime d'état de droit, de bonne gouvernance et dans un environnement sain où tous les êtres humains vivent dans la dignité et mènent leurs échanges commerciaux équitablement. La réalisation de ces objectifs reste une préoccupation majeure pour l'Union et chacun de nos Etats.

Tchamba

La caisse mutuelle d'épargne et de crédit des femmes à l'heure du bilan

Les membres de la Caisse mutuelle d'épargne et de crédit des femmes (CMECF) de la préfecture de Tchamba ont fait le bilan de leurs activités au cours d'une assemblée générale ordinaire et élective le mardi 27 juin dans la commune Tchamba 1.

Cette séance a permis aux participants de plancher sur les performances enregistrées par la mutuelle au cours de l'année écoulée, d'analyser les difficultés liées au remboursement des prêts et de définir des stratégies pour améliorer les prestations de la structure. Il a été question aussi de renouveler le comité de gestion de la caisse. Les mutualistes ont suivi les rapports d'activités et financier de la caisse pour le compte de l'année écoulée. La mutuelle compte à ce jour 2184 membres dont 1584 femmes. Son capital social se chiffre à 8.190.000 F CFA. En 2022, elle a dégagé 5 538 359 FCFA de recettes brutes et 7 928 210 FCFA de dépenses, soit un résultat déficitaire de 2 389 851 FCFA. Le nouveau bureau du comité de gestion de la mutuelle est composé de 3 membres dirigés par Lazare Mignouna Dolama pour un mandat de 3 ans renouve-



lable une fois. Il remplace Mme Ayeva Azouma qui a fait 3 mandats depuis 2014, en raison de la COVID-19 qui a empêché l'assemblée générale élective de 2020. La présidente sortante a remercié les mutualistes pour la collaboration qui a existé durant son mandat et souhaité une bonne chance au nouveau bureau. Elle a invité tous les adhérents à honorer leurs engagements afin de permettre à la caisse de continuer ses activités pour contribuer à l'autonomisation des femmes. Le nouveau président a, pour sa part, exprimé sa gratitude aux participants pour la confiance placée en lui. M.

Mignouna Dolama a promis œuvrer d'arrache-pied pour remettre la mutuelle sur les rails, au vu du déficit enregistré l'année dernière. Il a convié chaque mutualiste à être solvable, particulièrement ceux qui doivent à la mutuelle. Les travaux ont été ouverts par le représentant du préfet de Tchamba, Akin-djo Soulemane, en présence de la directrice générale de l'Union des caisses mutuelle d'épargne et de crédit des femmes du Togo (UCMECF-TO), Mme Tchadjéri Awoulatou.

Avec ATOP/JK/MEK

Ligue Europa Conférence

Les stades des finales 2024 et 2025 dévoilés

Après l'Arena Kombëtare de Tirana en Albanie, et l'Eden Aréna de Prague en République tchèque, les nouveaux stades pour les finales de Ligue Europa Conférence 2024 et 2025 ont été dévoilés ce mercredi.

Il s'agit du stade Agia Sofia d'Athènes en Grèce et du Stadion Wroclaw en Pologne. L'annonce a été faite par l'UEFA dans un communiqué officiel. L'instance européenne a précisé qu'elle attendait de voir les premiers matches dans le tout nouveau stade de l'AEK Athènes pour définitivement valider ce choix. « Le stade d'Athènes étant tout nouveau et n'ayant jamais été exploité par l'AEK Athènes dans un contexte international, l'UEFA apportera son



expertise. Une période d'observation jusqu'en novembre 2023 des matches disputés par l'AEK Athènes dans les compétitions de clubs de l'UEFA pour lesquelles il se qualifiera, et par l'équipe

nationale grecque dans les qualifications pour l'UEFA EURO 2024, a été ajoutée comme condition à la confirmation de la nomination, qui interviendrait en décembre. »

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres			
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...



+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09



contact@leconomistedutogo



www.leconomistedutogo.tg



Totsi Gblinkome, rue Tidjani



l'économiste du Togo



@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...